COMMUNIQUE DE PRESSE
UNE VISITE DU COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE AU BÉNÉFICE DE QUI?

Le Comité International Olympique entame cette semaine une visite des sites des JO 2030 des Alpes françaises. Aujourd'hui c'est le tour de la Haute-Savoie avec la visite des sites du Grand Bornand et de La Clusaz. Mais cette visite ne permet pas d'entrevoir ce qui est attendu de la part des territoires, candidats à des épreuves ou non, mais qui verront déferler des centaines de milliers de visiteurs supplémentaires pendant quinze jours.

Si les Jeux Olympiques d'Albertville laissent un bilan plutôt positif, c'est parce que cet événement avait bel et bien été pensé pour laisser des infrastructures qui profitent au plus grand nombre : logements sociaux, hôpitaux, infrastructures routières et ferroviaires, les exemples ne manquent pas et la Savoie a alors connu un développement important.

En Haute-Savoie, les communes, communautés de communes et agglomérations qui seront impactées par cet événement international, en dehors des villes accueillant des épreuves, restent à l'écart des négociations pour faire de ces Jeux Olympiques d'Hiver 2030 une réussite. Invitées uniquement à soutenir le projet, elles n'ont pas été sollicitées pour être associées au dossier de candidature et ne sont pas informées des retombées qu'elles pourraient en attendre. "Faudra-t-il attendre la décision finale d'attribuer les jeux olympiques et paralympiques d'hiver aux Alpes françaises le 24 juillet prochain, pour savoir ce que l'on attend des villes de piémont ?", s'interroge Fabienne Grébert, conseillère régionale et élue à la Ville d'Annecy.

D'ores et déjà, les territoires concernés en Haute-Savoie savent qu'ils ne pourront rien attendre en matière de transport ferroviaire. Les délais sont trop courts pour améliorer la desserte ferroviaire et rien n'est prévu dans le cadre du contrat plan Etat-Région en cours de négociations. "Devrons nous construire des infrastructures touristiques supplémentaires, des infrastructures routières, … pour accueillir des touristes venus du monde entier pour quinze jours de fête?", demande Karine Bui-Xuan Picchedda, présidente du groupe Oui Annecy à la ville d'Annecy.

A l'heure du dérèglement climatique et de la réduction de nos ressources en eau, qui menacent la pérennité du modèle économique de nos stations de ski, nous nous interrogeons sur la pertinence de consacrer encore des milliards d'euros à cet événement.
Ce questionnement impose la tenue d'un débat public sur les Jeux Olympiques d'Hiver qui associe professionnel.les de la montagne, sportif.ves, habitant.es, élu.es, environnementalistes et tous ceux et celles qui aspirent à vivre à la montagne toute l'année. Il est temps de construire les conditions adéquates pour que la montagne reste un territoire accueillant et prospère, comme elle l'a pu l'être depuis l'avènement du tourisme blanc dans les années 70. Ce projet est fondamental pour l'avenir de la Haute-Savoie et ne peut se limiter à une logique de pérennisation des sports d'hiver avec moults canons à neige et ascenseurs valléens. Nous savons d'ores et déjà que ce modèle est condamné. Si fête il doit y avoir en 2030, c'est une fête pour célébrer notre capacité à réussir la transition dans des conditions démocratiques et économiques vertueuses.

Informations presse: Fabienne GREBERT - Tel 06 72 88 92 91 - Fabienne.grebert@gmail.com